

Collection Démocratie & Sociétal

Monthome

L'Esprit du Societhon



Hastag #23

Transformer la technocratie ou périr tous ensemble

Texte intégral pour lecture gratuite, usage privé et familial

M3 Editions Numériques

www.bookiner.com

Version numérique ISBN : 9791023702262

Sommaire

- . **Introduction**
- . **Technocratie = Tête bien faite mais...**
- . **Portrait de la technocratie**
- . **Qui sont les technocrates en puissance ?**
- . **L'existence d'un État profond**
- . **Le rapport au pouvoir de la technocratie**
- . **L'enjeu d'un binôme moderne citoyen/technocrate**
- . **Pratiquer le « Renewal » technocratique au sein de l'État**

Résumé

Cet **Hastag** pointe le doigt sur le rôle contemporain de la technocratie telle qu'elle est perçue par le citoyen lambda. Une vision du technocrate (et de son image) qui n'a rien à voir avec l'admiration et la considération du rôle, mais qui s'apparente davantage à un recueil d'avis à la « Prévert » allant de l'intelligence procédurière et la compétence technique à des attitudes conservatrices, peu empathiques, prudentielles, bureaucratiques, élitistes. C'est du moins le sentiment intime d'un grand nombre d'individus en observant ce qui se passe dans certains grands corps d'État et fonctions ministérielles, comme de la part de certains hauts fonctionnaires et élus politisés hautement médiatisés. Pourtant un changement profond de paradigme est toutefois possible en vue d'entrevoir, grâce aux bons technocrates, une société capable de favoriser les conditions d'une démocratie avancée et d'une citoyenneté avancée !

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) - Voir Hastags [#0](#) et [#1](#). Tous les Hastags du livre « L'Esprit du Societhon » sont garantis originaux, authentiques, sans utilisation de l'IA ni d'une quelconque adaptation, reprise ou copie de textes existants.

Monthome est un auteur indépendant, un citoyen français libre penseur, dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvrier de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous. Voir Hastag [#Monthome](#)

La principale raison expliquant le déclin civilisationnel et sa ligne de plus grande pente, c'est... La principale cause de la réduction des libertés et des droits légitimes, c'est... Le principal moteur de la division des populations, des catégories socioprofessionnelles, c'est... Le principal ennemi de l'homme et de la femme en recherche d'épanouissement, de bonheur, d'accomplissement, d'affirmation de soi, c'est... La principale origine de la dégradation latente et souterraine des conditions de vie humaine, citoyenne et sociétale, c'est... **la technocratie**. Sous l'égide du couple politique/technocratie, la plupart des sociétés modernes et des organisations humaines accumulent les freins et les obstacles au changement évolutionnaire en faveur des individus et des citoyens. On peut même dire que si la technocratie est parfaite dans la production continue de mesures sécuritaires, normatives et législatives, les remèdes et pansements à durée limitée, les arrangements politiques, les manœuvres tactiques d'influence et de conduite des masses, les accords techniques permettant de sauver une situation ou réparer les erreurs de management et de gouvernance passées et présentes, elle est aussi responsable de l'aseptisation croissante des sociétés modernes (rendre inerte, normée, standardisée). Elle participe directement à la nitratisation du corps social (réduction de sa fertilité imaginative, entreprenante, innovante, dynamique) par excès de mesures normalisées, standardisées, liberticides, démotivantes.

C'est bien simple, plus la technocratie devient dominante et experte dans la gestion des affaires publiques et privées en surface de la réalité ou de l'actualité, plus elle amplifie des tendances sociétales lourdes. De la même manière, plus l'esprit technocratique se répand dans les strates du pouvoir étatique, politique, économique, financier, médiatique, académique, professionnel, plus le court-termisme budgétaire, technique, gestionnaire, administratif, devient dominant. Ce qui apparaît être bien et souhaitable en première intention produit derrière les apparences une lourde empreinte sociétale dégradée. C'est le cas notamment en matière de fragilisation sociopsychologique des individus (docilité, prudence excessive, peur, anxiété...), un durcissement des relations système/citoyen par tout un ensemble d'écrans légaux, de murs de verre, d'intermédiaires aux ordres des systèmes en place. C'est aussi une accélération de la dégradation sociétale sur différents plans (pauvreté grandissante, maltraitance administrative, mesures liberticides, injonctions sécuritaires, crises sociales latentes, rejet du politique...). C'est d'ailleurs tout le paradoxe technocratique que d'être bien sur soi et politiquement correct en surface des choses, mais profondément entropique à trop vouloir bien faire en chassant le détail jusqu'à l'absurde, en imposant des règles au lieu de libérer l'initiative, en accaparant les leviers du pouvoir pour des desseins politiques relatifs, changeants, incertains ou au profit d'un quelconque leadership.

Technocratie = Tête bien faite mais...

La technocratie engendre d'elle-même des tropismes sociétaux par une **complexité croissante** découlant, elle-même, d'une **inflation de mesures** législatives et normatives (contrôle, surveillance, intrusion, flicage, forçage, pénalisation, code et charte de bonne conduite...). Le recours parallèle aux **solutions techniques** apportées par le progrès et l'ensemble des nouvelles technologies resserre encore davantage l'étau sur la société. Il découle de cette combinaison quasi infernale que le cycle technocratique s'imposant dans la plupart des conduites sociétales de nombreux pays, devient l'inverse d'un cycle

évolutionnaire plus ouvert et essentialisé. Alors que seul ce dernier cycle permet d'élever le niveau d'épanouissement des individus-citoyens en tirant les sociétés vers le haut, l'entropie du premier tend à retenir les populations vers le bas ou le médian des conditions humaines et citoyennes. La technocratie agit davantage comme une force contractile équivalente à la force centripète en resserrant le fonctionnement des organisations autour de méthodes hautement systémisées. Soit tout le contraire d'une dynamique autonomisée, expansive, fondée sur l'ouverture d'esprit, l'esprit d'entreprise, l'approche visionnaire, la coopération créative, l'engagement contributif, la bienveillance, la tolérance, l'engagement personnel dans le dépassement de soi. Le profil du technocrate correspond à **une tête bien faite mais** avec quelques insuffisances au niveau opérationnel, mental et psychologique. C'est le cas par exemple en démontrant une intelligence analytique et logico-mathématique dans le traitement fonctionnel des missions et des tâches, plutôt qu'une intelligence relationnelle, manuelle, opérationnelle sur le terrain. On constate également des réflexes prudents excessifs hautement raisonnés, plutôt qu'une audace instinctive, un esprit d'initiative et d'entrepreneuriat. On observe aussi une certaine rigidité cognitive résultant d'un fort matricage académique, plutôt que de l'empathie naturelle, de la créativité, de l'autonomie et de l'indépendance d'esprit. Enfin, la partie décisionnelle relève d'un formatage évident au conformisme ambiant et à l'obéissance envers l'autorité, la hiérarchie, l'ordre sécuritaire, plutôt qu'à un non-conformisme assumé, à un libre arbitre affiché, à une affirmation de soi libre et courageuse.

Ce que l'on n'aime pas chez les technocrates

On constate un fort essaimage de la technocratie dans toutes les strates de la société comme si l'État métastasait tous les lieux d'influence de la société civile avec une armée de soldats en costume. L'emprise de la technocratie sur les décisions politiques est telle qu'elle fait plier l' élu, qu'elle utilise à son gré les idéaux démocratiques jusqu'à devenir autiste de la Demande citoyenne en privilégiant le monde politique et celui de la gouvernance en général. De ce point de vue, si la technocratie dispose de certains communs dénominateurs avec la plupart des concitoyens (éducation supérieure, compétence, intelligence...), elle s'éloigne du citoyen lambda anonyme par son état d'esprit, sa mentalité, sa représentation de la réalité. Des attitudes souvent à l'opposé de ce qui fait une société multiculturelle, dynamique, audacieuse, innovante, ouverte, solidaire, altruiste, humaniste, créative. Malgré toute l'intelligence et les qualités humaines manifestées dans la vie civile, familiale et amicale par le citoyen-technocrate, celui-ci se détache de la représentation habituelle du citoyen lambda par un rôle fortement systémisé qui se veut supérieur, différent, corporatiste. Plusieurs types de reproches et de ressentiments se manifestent à l'égard du profil type du technocrate :

- . Défaut de transparence, de disponibilité, d'écoute, d'authenticité
- . Manque d'expérience opérationnelle sur le terrain, de vécu autonomisé
- . Élitisme des Grands Corps d'État, aristocratie de la fonction publique
- . Profil de bon élève et de premier de la classe appliqué et obéissant
- . Rôle fonctionnel, hyper conformiste, fortement académisé
- . Affirmation de la légitimité du rôle devant celle du citoyen
- . Usage exclusif des codes systémiques, procédures, règles, lois
- . Abus du principe de précaution évitant l'exposition personnelle au risque
- . Influenceur discret du monde politique, détenteur des secrets d'État
- . Désresponsabilisation des problèmes et orientations sociétales prises

- . Appropriation de la fonction publique comme seul détenteur légitime
- . Monopolisation des moyens publics et des ressources nationales
- . Directivité sans alternative, voire autoritarisme, non-souplesse
- . Tendance à avoir toujours raison en mettant la loi et l'ordre de son côté
- . Recours en toute occasion à la préférence des dogmes conservateurs
- . Usage exclusif du pouvoir bureaucratique, de la décision administrative
- . Technicisation des problèmes en rendant compliqué ce qui est simple
- . Allégeance mentale et comportementale au système, à l'État-patron
- . Défense première du système d'appartenance et non du citoyen
- . Posture défensive et distancielle plutôt qu'offensive et partenariale
- . Rôle souvent empreint de froideur, d'arrogance, de rapport hautain
- . Manque de bienveillance, d'altruisme, d'indulgence, d'humanité
- . Contrôle de soi avec peu de spontanéité, de naturel, de lâcher prise
- . Comportement hautement standardisé, stéréotypé, peu audacieux
- . Acceptation servile, inconditionnelle, des ordres de la hiérarchie
- . Très doué pour trouver des solutions, le contournement de problèmes
- . Privilégie principalement la technicité, la méthode, l'application conformiste
- . Attitude plus artificialisée, dans le paraître, qu'instinctive, créative, libérée
- . Vision focalisante de l'actualité/réalité, non-vision globale ou synthétisante
- . Pouvoir de nuisance, d'entrave, de retard, dans le traitement des dossiers
- . Intelligence procédurière, souci du détail, pragmatisme étroit
- . Impression constante que le citoyen est l'ennemi, un déviant en puissance
- . Mentalité procédurière, formatée aux seuls usages et enjeux systémiques
- . Défaut d'empathie, de personnalisation des rapports avec le citoyen
- . État d'esprit plus directif et autoritaire que souple et tolérant
- . Narratif standardisé, convenu, langue de bois, générique, non spontané
- . Répétition en boucle d'un verbatim stéréotypé, de la voix de son maître
- . Faible intensité du discours chez les uns, peu d'expression verbale libre
- . Haute intensité du débit verbal chez les autres, beaucoup de com'
- . Usage abusif du marketing politique pour arriver à ses fins

Ce que l'on respecte chez le bon technocrate

Malgré le grossissement médiatique qui accentue tout et/ou déforme beaucoup les choses, le technocrate peut être considéré comme un soldat en costume de ville aux ordres précis de son employeur public ou privé. On peut reconnaître au bon technocrate un certain nombre de qualités professionnelles comme :

- . Le souci de l'ordre, de la paix, du bien-être, pour ses concitoyens
- . L'intelligence logico-mathématique, analytique, procédurière, situationnelle
- . L'éducation et la formation initiale souvent supérieure
- . L'expertise non contestée, la compétence administrative, gestionnaire
- . Le rôle de défenseur de l'intérêt général, de l'ordre public
- . L'apolitisme dans la fonction exercée, l'affichage de non-partisan politique
- . La professionnalisation et l'expérience dans la fonction publique
- . La maîtrise des sources d'informations politiques et stratégiques
- . L'intégrité morale dans la cause défendue, le respect du droit
- . La relative loyauté professionnelle envers l'employeur
- . L'esprit tacticien, procédurier, la conscience professionnelle
- . La maîtrise des dossiers permettant d'éviter les erreurs, les inexactitudes
- . La relative neutralité, le désintéressement personnel dans le rôle exercé
- . La relative impartialité, l'objectivité dans le traitement des dossiers
- . La référence stable au connu, application stricte de ce qui est légal, officiel

- . Le recours principal à des informations précises, exactes, non empiriques
- . La technicisation de la décision voulue comme rigoureuse, sérieuse

Ce que l'on n'aime pas chez le mauvais technocrate

Derrière l'intelligence froide se cache souvent des pratiques manipulatoires, des problèmes psychiques ou psychologiques. Dans ces conditions, plus le technocrate est gradé et puissant dans sa capacité décisionnaire, plus il peut devenir toxique en distillant subtilement sa capacité de nuisance. Exemples de comportements inacceptables :

- . L'indifférence au sort vécu par ses concitoyens
- . Surestimation de soi, sous-estimation de l'intelligence du citoyen lambda
- . Imposer ses vues sans le dire, orienter la conclusion d'une affaire
- . Manifester des déviances psychiques de manière subtile
- . Elaborer des plans, des mesures, des projets, dans le dos du citoyen
- . Jongler avec les arguments génériques pour ne rien dire de précis
- . Recourir au mensonge vertueux pour cacher la vérité
- . Silence complice pour protéger telle responsabilité, telle personne
- . Psychorigidité et intransigeance jusqu'à être apparaître borné
- . Narcissisme à s'écouter parler, ne pas entendre les autres
- . Arrogance, suffisance, mépris, morgue, envers les gens jugés inférieurs
- . Corruption, concussion, détournement d'argent, trafic d'influence
- . Profiter d'avantages indus, pantouflage, utiliser son carnet d'adresses
- . Forfaiture, malversation, tout en prenant un air de victime innocente
- . Vanité à porter des médailles, insigne, titres honorifiques

Portrait de la technocratie

Lorsque l'administratif se couple à l'économie, le détail technique aux méthodes précises et pragmatiques, le normatif à la lettre de la loi, l'approche fonctionnelle aux modes managériales, au marketing et techniques de communication, le cynisme et la froideur au verbiage logicien et raisonneur, alors se façonne puis se formate l'esprit de la technocratie dans ses différents rôles professionnels et exercices du pouvoir. La particularité de la technocratie est d'être d'abord au service du pouvoir et des organes dirigeants avant de protéger le salarié, le citoyen et le pur esprit de démocratie. Conscient de sa dimension minoritaire dans la société civile, la technocratie agit sans bruit, sans vague, sans éclat, voire dans une relative modestie. Son objectif n'est pas de briller, car elle sait qu'elle est brillante en elle-même, mais de façonner et manœuvrer l'existant politique et sociétal dans un sens donné, dans une logique purement rationnelle, fortement conservatrice. La standardisation du rôle d'intermédiaire entre l' élu politique et la société civile oblige à s'aligner sur des comportements, des actes, des initiatives, des opérations, nécessitant une relative absence émotionnelle, un format relationnel, une occultation cognitive envers tout ce qui paraît être trop évolutionnaire, en rupture avec l'ordre du moment. La maîtrise technocratique consiste à dominer les situations engageant l'État et les systèmes d'appartenance sans le dire ou s'en vanter, en laissant au personnel politique, aux dirigeants et aux personnalités people, la gloire et la notoriété face aux écrans médiatiques. Pourtant, lorsque l'on parle de dominance systémique ou étatique placée sous l'égide du politique, il faut intégrer la présence en appui d'une dominance technocratique omniprésente, décisive, déterminante. Il semble même que la

vocation de la technocratie soit d'occuper tous les centres de décision en devenant le véritable pouvoir durable. Un pouvoir de l'ombre qui tire les ficelles sociétales dans tous les épiphénomènes sociétaux majeurs sans apparaître comme le véritable responsable source des mesures, contraintes et obligations imposées à la citoyenneté moderne. Tout fonctionne comme si les rouages systémiques étaient plus importants que la machine et son conducteur.

Beaucoup d'acteurs du secteur public, d'agents des collectivités locales et territoriales de fonctionnaires, de cadres supérieurs du privé, d'élus dans les organes fédératifs, ne se considèrent pas comme des profils technocratiques bien qu'ils intègrent la plupart des critères fondateurs. La corporation des technocrates du monde entier (des dizaines de millions d'individus) préfère être considérée comme le bras armé du pouvoir que comme la tête pensante des directions ou des gouvernances occidentalisées, sauf pour quelques exceptions présidentielles dans certains pays. Cette corporation technocratique informelle n'hésite cependant plus à se montrer ponctuellement et s'affirmer dans les directoires, les directions d'entreprise, les ministères, les parlements nationaux et fédéraux, les instituts, les fondations, les grandes écoles... On assiste même à une continuité entre les premiers de la classe depuis l'éducation nationale jusqu'aux plus hauts postes d'État et de multinationales. L'élite nourrit l'élite en s'accrochant aux capacités mémorielles d'acquisition des connaissances de ses membres, à leur intelligence logico-mathématique, à leurs diplômes supérieurs, notes et rangs dans les différentes promotions, comme si cela était le summum de l'aboutissement humain. Une forme de sélectivité et de préférence accordée aux fonctions cognitives innées, plutôt qu'au véritable mérite terrain, aux talents manuels, créatifs, inventifs, entrepreneuriaux. C'est cette scission totalement artificialisée par le fonctionnement du système académique et sa valorisation par les notations récompensant les bons élèves studieux, appliqués, disciplinés, obéissants, voire un tantinet rogués avec les autres, qui pose problème dans la légitimité technocratique. Une phénoménologie accentuée, dès le départ, par la nature même de la transmission académique supérieure représentée elle-même par un nombre croissant de technocrates formateurs, intervenants et enseignants. Il est clair que l'enseignement académique produit la technocratie, laquelle n'a ensuite d'autres buts que de prendre le contrôle de la société, donc des citoyens, par tous les postes décisionnaires et d'influence.

Le « Grand Remplacement »

L'objectif non affiché de la technocratie moderne n'est plus de suivre servilement l'élus et d'obéir aux injonctions du personnel politique, mais de s'extraire des pesanteurs et des anachronismes du passé en remplaçant progressivement et avec constance les idéologies politiques, le pouvoir d'influence religieux, la dictature et l'autocratie, le libre savoir universitaire, les pratiques empiriques de l'économie traditionnelle. C'est le véritable « Grand Remplacement » par le biais d'un transfert de connaissances et de méthodes standardisées, normées, calibrées, sous contrôle permanent des institutions, elles-mêmes aux mains d'une technocratie brillante. Tout fonctionne comme si la verticalisation de la hiérarchie classique et son opposé l'horizontalité étaient obsolètes, en s'appuyant plutôt sur une diagonalisation des rapports et une transversalité des mêmes méthodes et pratiques partout et en tout lieu. Les principes actifs sont les mêmes que ceux animant la régénération du vivant en essayant d'irradier l'ensemble des activités du corps social par des milliers et milliers de cellules indépendantes les unes des autres, mais formant un tout homogène. Il ne s'agit plus de créer une

dépendance hiérarchisée classique, mais une troisième voie dans laquelle chaque cellule systémisée joue un rôle vital, comme dans le corps humain, sans interférer toutefois sur les autres, sans même être connue des autres. Cette stratégie d'envahissement du pouvoir décisionnaire et de prise de contrôle du corps social est invisible, indétectable, non connectable entre cellules, sauf à remonter aux référentiels académiques, aux méthodes apprises, aux discours des autorités enseignantes. La technocratisation des sociétés modernes n'est pas un sujet mineur, mais le révélateur d'un changement de paradigme sociétal.

Dans ce schéma invasif (qui est aussi celui des cellules djihadistes), chaque acteur, chaque opérateur, chaque technicien, chaque responsable diplômé ou assimilé, propage ses certitudes, ses méthodes, sa manière de penser et raisonner, sans être vraiment conscient des effets induits à venir sur la société. On passe progressivement d'une gouvernance personnalisée, directe, autoritaire, hard, à une gouvernance sociétale dépersonnalisée et apparemment plus soft, mais ayant les mêmes objectifs à savoir soumettre les populations et contrôler le citoyen. De ce point de vue, l'esprit de la technocratisation animant les sociétés modernes est antinomique avec la volonté évolutionnaire du citoyen adulte. Un constat qui s'explique par l'aveuglement des systèmes dominants et des populations à avancer conjointement à partir de certitudes et de référentiels faussés sur le fond de l'esprit de démocratie. Un esprit de technocratisation qui n'est pas vraiment démocratique au sens de l'idéal citoyen, mais technodémocratique en prenant le contrôle de la directivité sociétale, même pour le bien de tous. La technodémocratie accepte l'usage de la plupart des droits et libertés humaines en les plaçant sous contrôle systémique encadré, normé, voire aseptisé, impliquant une vie démocratique dépourvue du véritable esprit de démocratie. Aussi, en quoi les meilleurs élèves sont-ils plus adultes et responsables que les autres en s'apercevant, au contraire, que c'est l'inaboutissement humain dans l'ensemble de ses états d'être qui pousse à l'exercice directif de la dominance et de l'influence comme moyen d'exister ? De la même façon, pourquoi un adulte imposerait-il sa loi, ses règles, son raisonnement, à un autre adulte qui n'en demande pas tant, sauf à considérer qu'il lui est supérieur ? C'est en créant des écarts, des divisions, des inégalités, des clivages, des distances relationnelles, que l'humanité se débat depuis toujours dans les conflits, les rivalités, les rancœurs.

Qui sont les technocrates en puissance ?

Un technocrate est un personnel qualifié du secteur public (haut fonctionnaire, directeur de service, conseiller, assistant, spin doctor, décisionnaire au sein des pouvoirs publics...) ou un cadre supérieur dans le secteur privé qui gère, supervise et administre les affaires courantes de son entité d'appartenance (mesures sécuritaires, législatives, sociales, fiscales, financières, procédures administratives, décisions stratégiques, politiques, géopolitiques, grandes orientations liées à son champ d'intervention). C'est presque toujours un diplômé, voire un super diplômé, provenant d'écoles élitistes et/ou de formations foncièrement académiques. C'est généralement un pur fonctionnel sans grande expérience du terrain en solo ni un accro au véritable dépassement de soi en mode autonome (entrepreneuriat, auto-emploi, prise de risque, artisanat...) en profitant pleinement d'un réseau cooptatif et d'alliés déjà bien installés dans les structures concernées. C'est aussi quelqu'un d'intelligent, voire très intelligent, raisonneur, expérimenté, politiquement correct dans le domaine des affaires

publiques, apte à défendre à tout moment le système dans lequel il exerce. C'est enfin quelqu'un de relativement « dangereux » sur le plan de l'évolution de la citoyenneté et du fond sociétal, car moulé aux exigences du système dominant en place souvent conservateur. En résumé, les technocrates sont tous ceux qui exercent une responsabilité décisionnelle en interne, une activité professionnelle de bureau et/ou éloignée du terrain, qui pratiquent la réunionnisme, qui excellent dans l'art des procédures techniques, qui adoptent un management classique, voire autoritaire, auprès de leurs collaborateurs et subordonnés. Ils disposent de la garantie d'une rémunération assurée, de la protection d'un statut officiel avec certains avantages salariaux. La plupart d'entre eux sont passés maîtres dans la préparation, l'organisation, le conseil, la proposition d'actions à mener, de mesures à prendre. Au final, le technocrate n'est pas considéré comme directement responsable des décisions prises ou engageant la structure ou l'entité d'accueil. La technocratie recouvre généralement :

- . Les actifs diplômés n'ayant pas d'expérience opérationnelle, de vécu terrain
- . Les responsables de services ayant voué leur vie à la sphère publique
- . Les gestionnaires, contrôleurs, cadres, dans les affaires publiques
- . Les hauts fonctionnaires, préfets, Grands Corps d'État
- . Les directeurs d'établissements publics, hospitaliers, santé
- . Les consultants des grands cabinets, conseillers en col blanc
- . Les bureaucrates usant de leur position et statut face au public
- . Les jeunes diplômés de grandes écoles politiques et d'administration
- . Les élus nationaux déconnectés de la vie courante du citoyen lambda
- . Les assistants d'élus, les collaborateurs zélés, les lobbyistes professionnels
- . Les conseillers, administrateurs, personnels des cabinets ministériels
- . Les cadres supérieurs des grands groupes, multinationales
- . Les personnels spécialisés officiant dans des structures officielles
- . Les économistes, juristes, commentateurs, experts..., en cabinet spécialisé
- . Les professeurs émérites, agrégés, maîtres de conférences, payés par l'État
- . Les théoriciens, rentiers statutaires, mandarins, essayistes...

Les 15 critères fondateurs de la technocratie

La technocratie est majoritairement d'essence fonctionnelle, c'est-à-dire s'exerçant dans un cadre statutaire protégé, rémunéré, hiérarchisé, dans lequel chacun dispose d'une compétence précise pour accomplir une mission ou une tâche dédiée. Elle s'oppose à l'opérationnalité terrain qui implique un contact direct et régulier avec le terrain, le manuel, le domestique, l'engagement professionnel en front office (prospects, clients, partenaires, fournisseurs...). Les fonctions exercées évitent généralement une prise de risque personnelle immédiate, réduisent l'incertitude professionnelle en termes d'emploi et de rémunération, échappent aux obligations d'efficacité, de résultat, de rendement, de performance, de productivité. La pratique technocratique comme l'esprit du technocrate recouvrent l'addition de plusieurs critères fondateurs comme :

- . Un poste majoritairement fonctionnel (non ou faiblement opérationnel)
- . L'importance accordée au statut hiérarchique, au titre, aux honneurs
- . L'intelligence procédurière, analytique, dans le traitement des dossiers
- . Le ou les diplômes du supérieur, un poste obtenu sur concours
- . Un parcours éducatif dans la jeunesse parmi les premiers de la classe
- . Une formation dans une grande école, grande université
- . Une compétence théorique hautement qualifiée sur le papier

- . Un profil psychologique contraire à celui de l'entrepreneur autonome
- . Une activité professionnelle appliquée, obéissante, zélée
- . Une relative loyauté vis-à-vis de la hiérarchie, du système d'appartenance
- . La préférence pour la vie de bureau, un cadre professionnel rassurant
- . Le besoin d'un environnement hiérarchique structurant, d'ordres à suivre
- . La cooptation entre anciens élèves, esprit corporatiste
- . Une vestimentaire typée (tailleur, costume monochrome, chemise blanche)
- . Faire de la « politique » en interne pour des raisons carriéristes

L'existence d'un État profond

Il est évident que le fonctionnement d'une petite partie élitiste de la haute technocratie participe plus ou moins activement à un État profond (Deep State) dans la plupart des pays développés. Cet univers souterrain très informel (pas d'organisation structurée ni hiérarchisée) fondé uniquement sur des relationnels loyaux et confidentiels est très éloigné des activités masquées provenant des réseaux sociaux, des réunions à huis clos entre fonctionnaires et dirigeants, des sectes ou encore des shadow cabinets mandatés pour organiser et gérer de manière alternative telle conduite gouvernementale ou telle opération. L'État profond est indétectable en reposant uniquement sur une présence physique, un consensus intellectuel, une adhésion de principe ou non, un accord verbal, un regard, une poignée de main entre ses membres, sans jamais aucune signature, mention nominative, ni preuve quelconque. De hauts responsables incarnant de grandes institutions du secteur public sont reliés à de hauts dirigeants du secteur privé provenant du monde des affaires, de la finance, de l'économie, des grands médias. Le silence radio, la confidentialité, le secret, la loyauté entre les membres, participent de ces réunions abordant des sujets techniques ou stratégiques jugés majeurs pour la protection du système concerné. Les décisions prises n'ont souvent rien à voir avec la mousse médiatique et son brouillard informationnel et pas davantage avec l'agitation politique et/ou parlementaire de surface. Les enjeux abordés sont considérés comme bien supérieurs à ceux d'un simple mandat présidentiel résultant du vote populaire en devant s'inscrire dans une continuité systémique et/ou dans la durée la plus longue. Cet État profond reliant les principales institutions nationales n'a aucune existence légale, ce qui pose un problème démocratique fondamental même si les intentions sont bonnes ou louables de sa part. Peut-on dire ainsi que défendre les bases structurelles de la Démocratie (même intermédiaire) sans le consentement du citoyen est plus souhaitable que le désordre pouvant résulter des choix politiques du moment jugés nocifs, contestables ou déstabilisants, provenant du pouvoir central et/ou des différentes oppositions ? On peut répondre Oui sur le moment. Peut-on manipuler, orienter de manière significative le destin des peuples en défendant d'abord le système tel qu'il est, sans le consentement éclairé du citoyen, ni répondre à ses attentes légitimes ? La réponse est Non avec conviction.

C'est la grande problématique de l'État profond que d'être une interface masquée dans la construction sociétale, que celle-ci soit démocratique ou non. Entre le pouvoir politique légalement élu, le pouvoir décisionnaire du citoyen dans ses droits et libertés légitimes, le pouvoir des entités morales dans leur intermédiation économique, culturelle, sociale, éducative, sécuritaire et autres agissements pour le bien du peuple et du système, qu'en est-il de la présence underground de l'État profond placé sous la coupe d'influents majeurs et d'une haute technocratie prosystème ? La défense des « grands » intérêts de la nation, d'un « Grand

Remplacement », ne suffit pas à justifier la légitimité d'une résistance occulte face aux manœuvres politiciennes. Tant que le citoyen est manipulé pour son bien sans le savoir, à son insu, il ne peut y avoir de crédibilisation ni de légitimation démocratique. On ne peut pas laisser le citoyen en état d'infantilisation permanente sous prétexte qu'il est dans l'incapacité de comprendre, de décider par lui-même ou d'agir. Si l'État profond se justifie par l'adolescentie des populations, il devient hautement manipulateur face à l'adultisme présent dans ces mêmes populations. Agir dans le plus grand secret, en toute impunité et/ou en violation des principes de transparence en matière de démocratie, contrevient à l'éthique relationnelle et au respect dû à l'intégrité intellectuelle de chaque humain. Ceci étant dit, il est des situations où l'urgence et la nécessité priment sur le débat collectif, à condition que cela reste marginal et ne devienne pas une habitude d'exercice du pouvoir de l'ombre sur le pouvoir officiel.

Il ne faut pas confondre l'État profond dans ses pratiques non visibles et les usages de la technocratie courante. Il ne faut pas non plus assimiler l'État profond avec tout ce qui se passe dans l'ombre ou dans le dos du citoyen. Le complotisme, le conspirationnisme, les alliances secrètes, ne résultent pas de l'État profond, mais de manœuvres plus ou moins licites provenant de groupes dissidents, de factions armées, d'associations d'individus ayant les mêmes intérêts politiques, économiques ou financiers. Lorsque cela ne concerne pas l'intérêt général mais des intérêts particuliers, des ambitions personnelles, des magouilles politiciennes, alors mieux vaut l'État profond applicable à tous que le complot favorable à certains. À partir de là, on ne peut pas dire objectivement que l'exercice d'un pouvoir secret à grande échelle soit néfaste en soi tant qu'il sert de garde-fou, de contre-pouvoir aux ambitions et visions excessives des leaders politiques du moment. La double interrogation est dans l'intérêt personnel que peuvent en retirer les membres impliqués, ainsi que sur la portée des décisions et orientations prises, dès lors que celles-ci ne favorisent pas l'émergence du pouvoir citoyen ou ralentissent l'arrivée de changements évolutifs nécessaires.

Le rapport au pouvoir de la technocratie

Est-ce que la raison d'aujourd'hui est plus importante que les conséquences pour demain ? Répondre Oui semble être le dogme technocratique dominant tant que le technocrate reste soumis aux directives législatives, politiques, administratives et gouvernementales du moment. Il est clair que le vrai pouvoir d'action (et non de décision, réflexion, séduction, management, enrôlement...) se concentre toujours autour des leviers techniques d'intervention, d'application, de réalisation, de production. La décision n'est pas l'action, seulement une autorisation, un encouragement à agir. On peut facilement transgresser la décision et agir correctement en prouvant que le résultat concret obtenu est souvent plus pertinent que la réflexion et la stratégie animant la décision initiale. C'est toujours l'alignement parfait entre la décision et l'action qui donne de la crédibilité aux leaders. En d'autres termes, un bon leadership suppose forcément une équipe de bons collaborateurs ayant chacun des compétences décisives. Le vrai pouvoir d'action dans le secteur public est aux mains des technocrates, sorte de « Lycaons » agissant en bande. C'est le paradoxe de la technocratie qui est relativement autonomisée dans ses tâches et fonctions de terrain, mais placée sous contrôle de procédures strictes et d'une direction politique qui ne connaît pas grand-chose des affaires concrètes du terrain. Si dans l'absolu, la construction d'une organisation nécessite obligatoirement un chef et une hiérarchie capable de

coordonner ses membres et ses ressources vers un même objectif à atteindre, il n'en est plus de même lorsque l'organisation est parfaitement structurée sur ses bases. La présence du chef (et de son pouvoir) devient fortement relative, voire inutile, si chaque membre détient la compétence nécessaire pour assumer correctement sa charge. On s'aperçoit à ce stade qu'aucun type de leadership n'a de sens ni d'intérêt sans le recours à la réalité du terrain par des personnels compétents, alors que les personnels compétents autonomisés peuvent tout à fait exécuter les tâches de bonne façon sans la présence du chef ou du leader.

Le personnel politique (élu, parlementaire, membre d'un parti, ministre...) comme le personnel dirigeant d'entreprise (président, directeur, cadre supérieur, management intermédiaire...) ne sont rien dans l'absolu sans la technocratie ou les collaborateurs à leurs côtés. De ce point de vue, la hiérarchisation classique, conservatrice, n'a pas de réelle justification (sinon celle du pouvoir ambitieux, statutaire et rémunérateur à titre personnel), lorsqu'un seuil suffisant de compétences internes est atteint. En refusant l'autonomisation des fonctions, le pouvoir hiérarchisé se maintient de manière contre nature (sauf pour les fondateurs et propriétaires), voire faussée et illégitime pour les autres, même s'il existe et s'impose une classification officielle légalisée. On peut également aborder la problématique du pouvoir au sein de la fonction publique et du secteur privé par le pouvoir décisionnel. En quoi la prise de décision, qui n'est qu'une compétence en soi qui s'apprend par l'habitude et la répétition (à condition que celle-ci soit fiable dans la durée), est-elle supérieure à la compétence pratique et effective sur le terrain du concret ? Pourquoi dès lors le pouvoir repose-t-il majoritairement sur la décision en chambre et non sur l'action terrain ? On comprend ainsi mieux pourquoi la technocratie est quelque part en avance (et non en retard) en matière d'exercice du pouvoir de l'ombre. Elle a réussi à s'extraire, sans le dire ni s'opposer, aux gesticulations, discours, positions médiatiques des partis politiques au pouvoir. Maître ès système, les technocrates savent mieux que quiconque que le pouvoir politique fondé principalement sur la décision (et le discours) n'est nullement décisif sans l'exercice du pouvoir d'action sur le terrain. Ils savent également que le fait d'être élu ou capitaine d'industrie n'a de sens opératoire que si d'autres hommes et femmes coparticipent à l'action commune avec des moyens appropriés.

Dès lors, le paradigme de la technocratie consiste à concilier 2 types de pouvoir : le pouvoir du terrain qu'elle s'approprie en concentrant une majorité de compétences réparties sur chacun des membres en exercice ; un pouvoir décisionnel qui résulte d'une délégation des membres vers l'un des leurs pour l'exercice d'une compétence précise, ni plus ni moins. Ce pouvoir décisionnel étant lui-même adapté, modifié, orienté (en underground), selon qu'il va ou non dans le sens du pouvoir de terrain. L'esprit de la technocratie moderne considère que « *nul n'est irremplaçable* » et que la vie sans la présence de telle ou telle personnalité politique ou autre existe depuis longtemps et continuera d'exister longtemps après. Ce qui compte avant tout est la continuité de l'existant systémique à partir de ses principes fondateurs, référentiels culturels, méthodes pratiques et procédures connues. Le fait de tolérer un pouvoir politique supérieur représentatif de la volonté du peuple est considéré, à la fois, comme une obligation démocratique de faire avec, et comme une anomalie fonctionnelle de cette même démocratie qui s'autolimité continuellement dans le vote entonnoir et tous les goulets civiques classiques, dont la technocratie sait d'ailleurs parfaitement user des règles et utiliser les failles. Le paradigme technocratique rend conjointement la hiérarchisation obsolète, le pouvoir de décision relatif et la

compétence terrain essentielle, même si en surface de la réalité et de l'actualité tout conduit à faire croire le contraire. Il existe une forme d'adultisme précurseur chez de nombreux technocrates, même si encore partiel et souvent utilisé à mauvais escient. Contrairement aux apparences, c'est pourtant ce corps intermédiaire dans la fonction publique qui est le plus apte à changer rapidement de cap et faire évoluer la société tout entière s'il le décide. C'est hélas aussi celui le plus apte à maintenir l'inertie, la régression, la stagnation, tant qu'il n'en est pas convaincu et/ou prisonnier de ses entraves fonctionnelles. C'est actuellement l'aspect le plus détestable de la technocratie ambiante, suiveuse et aux ordres dans beaucoup de pays !

L'enjeu d'un binôme moderne citoyen/technocrate

Sous l'angle de la citoyenneté avancée, il est dommage d'observer comme la technocratie « made in classic » a choisi son camp qui n'est pas celui du citoyen. En se plaçant sous les ordres du système dominant, en se voyant confier les grands équilibres budgétaires, financiers, politiques, institutionnels, la technocratie a clairement choisi son camp. Un camp qui la condamne à jouer contre le citoyen même si elle se considère comme d'essence parfaitement citoyenne et relativement exemplaire. Pour que la technocratie évolue dans le sens de la citoyenneté et non de celui du monde politique traditionnel et/ou des grands intérêts économiques et financiers, il faut que s'organise une relation plus directe entre le technocrate anonyme et le citoyen anonyme. Pour cela, il est nécessaire que se réduisent, voire s'éliminent, la plupart des rôles d'intermédiation entre le citoyen et les représentants de la fonction publique censés défendre les intérêts du premier. Dans un cadre de démocratie avancée, il n'est plus nécessaire de retrouver le politique et le parlementaire entre le citoyen et technocrate. Il n'est plus nécessaire de conserver les strates hiérarchiques verticalisées habituelles. Il n'est plus nécessaire de conserver autant d'intermédiaires dans la plupart des filières économiques entre le producteur/fabricant et le consommateur/client. En se référant à l'esprit de démocratie, il est tout à fait possible que se constitue un binôme étroit entre le citoyen technocrate et le citoyen lambda. Le premier mettant en application les attentes et la Demande du second. La question à se poser est donc « politique » pour savoir si l' élu doit être, à la fois, le patron du technocrate et le délégué du citoyen. Dans ce trio, l' élu est forcément l'élément intermédiaire alors même que le technocrate peut s'en passer et le citoyen adulte aussi. La remise en cause des modèles passésistes, conservateurs, traditionnels, s'applique d'abord au rôle du technocrate sachant que celui-ci est et restera une interface majeure entre l' élu politique, le système, l'État, le collectif et le citoyen. Rappel des 12 principales caractéristiques de la technocratie « made in classic » pouvant être fortement améliorées et/ou davantage démocratisées :

- . Univers hautement systémisé, fortement administratif, gestionnaire, procédurier, protocolaire, éloigné de la liberté d'expression, de l'initiative individuelle, de la créativité spontanée.
- . Maîtrise des arcanes des systèmes dominants supposant de passer maître dans l'exercice subtil du pouvoir, le secret, la diversion, la désinformation, l'habillage marketing, cosmétique des mesures.
- . Complicité active ou passive avec les personnalités politiques, financières, industrielles, médiatiques...
- . Titre hiérarchique accordant une influence décisive dans le traitement courant des affaires publiques et administratives.

- . Application d'un pouvoir décisionnaire et d'action sur le terrain administratif non soumis au contrôle direct des élus et du citoyen.
- . Aucune ou peu d'obligation contractuelle de résultat et de moyens, sauf en termes de traitement accompli et achevé des dossiers.
- . Obligation de rendre des comptes uniquement à sa propre hiérarchie également technocratisée.
- . Activité fonctionnelle très peu transparente pour le grand public, voire envers les autres services d'État.
- . Rémunération intégralement prise en charge par le système (État employeur) impliquant sa soumission au système et pas au citoyen.
- . Faible exposition au risque personnel (perte d'emploi, chômage, baisse de rémunération, sanction judiciaire dans l'exercice de sa fonction...).
- . Distanciation relationnelle avec le citoyen lambda, faible expérience de l'autonomisation professionnelle et de l'action terrain opérationnelle.
- . Éloignement humain avec les véritables préoccupations des gens, leurs attentes personnelles, leurs problèmes vécus au quotidien.

Changer l'état d'esprit systémisé de la technocratie

Si l'on considère la technocratie comme une armée significative de soldats en cols blancs (et costumes gris, noir, bleu foncé, tailleurs ou coupes strictes), on constate alors qu'il s'agit d'un second rempart protégeant l'État après celui des forces militaires et sécuritaires. Si l'on considère d'autre part, que la technocratie est une force de proposition et d'inventivité procédurière pour la gouvernance en place, on comprend alors pourquoi celle-ci est devenue incontournable dans la gestion d'un pays, d'un État central, d'un système dominant, d'une organisation influente. Pour changer l'état d'esprit systémique du technocrate systémisé, il faut revoir d'abord l'ensemble des dérives structurelles affectant la plupart des démocraties contemporaines, notamment toutes celles qui ne respectent pas, ou plus, le postulat affirmant que la démocratie c'est « *le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* ». La technocratie contemporaine prend toute sa part dans ces dérives sociétales par l'accumulation sans fin de directives liberticides, de lois et décrets contraignants, de moules procéduriers rigides, réduisant constamment l'espace libertaire, des droits et permissivités du citoyen. Le rôle technocratique a clairement pris le chemin inverse en s'interposant souvent involontairement, mais de manière obéissante, voire zélée, sur le chemin de la libération des initiatives et des esprits devant conduire vers un plus grand adultisme sociétal. En s'interposant ainsi, en s'imposant comme un passage administratif, fiscal, gestionnaire obligé dans tous les rouages du fonctionnement systémique, la technocratie dite républicaine, démocrate ou conservateur dans de nombreux pays est devenue un frein constant à l'évolution démocratique au lieu d'être un accélérateur de citoyenneté avancée. Sans être directement coupable, elle est devenue coresponsable, complice, dans l'exécution de ses fonctions en devenant la main « damnée » des dirigeants et partis politiques au pouvoir.

En voulant accomplir correctement son travail « technique » pour lequel elle est payée, la technocratie nationale et fédérative a plus réussi à figer l'initiative individuelle, à diviser en matière sociale, à contraindre les populations, à aseptiser la dynamique sociétale d'ensemble, plus qu'à l'homogénéiser dans la motivation générale. Elle est même devenue pour certains citoyens une sorte d'ennemi intérieur (servant, collaborant, factotum, empêqueur de tourner en rond, vigile...) plus inamical qu'allié objectif du peuple. On comprend alors pourquoi le citoyen s'en méfie et ne l'aime pas, tant que celle-ci est inféodée au pouvoir en place

et/ou agit plus dans le sens de la dictature que dans celui de la démocratie avancée. Pourtant, il suffit de modifier les ordres en provenance du leadership politique, économique, professionnel, pour que cette image négative se positive rapidement en réunissant 8 conditions essentielles en faveur directe des concitoyens :

1. Vivre ou avoir vécu les mêmes conditions de vie au quotidien que les citoyens dont on s'occupe, ce qui doit être le minimum basique d'expérience professionnelle.
2. Être soumis au principe de réciprocité pour les décisions erronées et/ou négatives subies par leurs concitoyens dès lors que la mission, le rôle et la fonction ne sont pas préalablement acceptés et validés par un vote citoyen clarifié (et non uniquement par les parlementaires godillots).
3. Avoir un personnel recruté dans toutes les tranches de la société civile afin de représenter la diversité citoyenne en évitant toute forme d'élitisme et de corporatisme uniquement fondée sur le diplôme supérieur provenant de grandes écoles sélectives à la base.
4. Avoir l'obligation de transparence et d'information régulière vis-à-vis de la collectivité, être amené à s'expliquer de manière contradictoire et sous serment devant les assemblées citoyennes.
5. Avoir pour mission principale de positiver objectivement et durablement les conditions de vie humaine, citoyenne et sociétale, au lieu de produire en continu des carcans administratifs de plus en plus complexes, liberticides et coercitifs au service des autorités en place.
6. Personnaliser les relations avec les administrés, contribuables et citoyens qui font l'effort de s'adapter et d'être conforme aux exigences de l'administration.
7. Rendre des services pratiques, facilitateurs, utiles à l'échelle personnelle, et non dans le cadre habituel d'une information générique impersonnelle peu efficiente.
8. Faciliter de manière proactive la vie quotidienne des citoyens qui en font la demande par un maximum de transparence, de disponibilité, d'écoute active, de bienveillance.

La fonction première du technocrate n'a de justification démocratique que si elle sert honnêtement le public et qu'elle sort de la zone grise, voire noire, concernant toutes les fonctions consacrées uniquement au pouvoir en place. Pour animer un changement évolutionnaire favorable à l'instauration d'une citoyenneté avancée, il faut que l'attention de chaque technocrate soit à juste parité entre le suivi des règles en usage dans le système d'appartenance et les contributions utiles et actives apportées aux concitoyens. Il lui faut considérer le citoyen comme un allié, un homologue, un partenaire social et sociétal, et non jouer contre lui et/ou privilégier toute forme d'allégeance à l'élu, d'obéissance au politique, de soumission à la hiérarchie du système. La conscience du technocrate doit rester intègre, comme celle du juge, en étant le seul maître de sa conscience dans la plus large autonomie de décision au quotidien. Chaque citoyen discerné, adulte, contributif, vaut autant que chaque membre du système d'appartenance, de la gouvernance ou de la direction en place.

Pratiquer le « Renewal » technocratique au sein de l'État

En complément des conditions nécessaires pour améliorer la relation directe avec le citoyen, la pratique technocratique doit aussi se renouveler de l'intérieur. Pour faire évoluer les grandes structures étatiques, les grandes entités économiques et

financières, c'est-à-dire toutes celles animées par des personnels hautement diplômés et à l'esprit hautement systémisé, il convient de favoriser de nouvelles conditions d'exercice à la fois fonctionnelles et opérationnelles. Des conditions capables de dépasser la rigidité structurelle des États, l'inertie administrative, l'emprise systémique, en mettant en place une quinzaine de mesures et démarches dynamiques en termes de démocratie avancée, de proactivité créative, d'ouverture positive dans l'état d'esprit :

1. Définir clairement dans chaque structure une charte éthique, une doctrine d'action, une ambition collective, voire un cadre contractuel, allant bien au-delà de la seule dimension réglementaire.
2. Appliquer un recrutement initial élargi dans la société civile à partir d'un mixte équilibré formé par des personnels expérimentés provenant des activités de terrain, de diplômés disposant de formations complémentaires en matière de communication, management, relationnel, créativité, endurance dans le dépassement de soi et maîtrise dans la prise de risque.
3. Privilégier au maximum l'horizontalité dans les relations internes, ainsi qu'une transversalité dans les fonctions avec une rotation régulière des postes et des missions en évitant au maximum le retour à une hiérarchisation verticale rigide comme de toute forme de rente de situation.
4. Être à l'écoute constante des attentes et des propositions de chacun en interne et externe, en évitant toute forme de lissage comportemental, de routine et de standardisation des modes de pensée.
5. Éviter systématiquement (le mot systématique doit remplacer le mot systémique) toute forme d'inertie administrative, de rigidité procédurière, de blocage dogmatique, de pouvoir léonin ou discrétionnaire, en privilégiant l'esprit de solution et la personnalisation des réponses dans l'étude des cas et des situations.
6. Refuser l'influence et l'inflexion imposées par les élus « grandes gueules » du moment, les minorités agissantes, les lobbies, les contestataires, les récalcitrants menaçants, cherchant à tirer d'abord profit pour eux-mêmes, en écoutant et servant en priorité la majorité de ceux qui restent humbles, anonymes, à leur place.
7. Privilégier toute forme de projet innovant, de nouveau thème d'action ou de changement, relatif au droit positif affectant la vie du citoyen, le social, le juridique, la représentation politique, l'économie des ménages et des entreprises... à la place des habituelles mesures de législation liberticide, de gestion contraignante, de restriction des droits, de normalisation à outrance, de contrôle et surveillance, de sanction dissuasive.
8. Éliminer tous les goulets systémiques (et ils sont nombreux) entravant le dynamisme de la citoyenneté, l'expression des droits et libertés individuelles, les initiatives collectives dont notamment les modes de votation, les mandats de représentation, les procédures administratives, les lois et règles coercitives, les filtres et huis clos décisionnels, les échelons hiérarchiques, les dogmes et référentiels conservateurs, la centralisation du pouvoir, la distanciation relationnelle, les méthodes de communication et de marketing, le traitement sélectif de l'information, la notation académique, le recrutement élitiste, les verrous corporatistes, les critères socioéconomiques de décision, les pratiques discriminatoires en matière de genre et racisme, la dimension qualitative et/ou d'efficacité d'approvisionnement, de fourniture, de production des produits, services, équipements, matériels, structures, destinés à répondre aux besoins de la population en matière d'alimentation, consommation, protection, énergie, sanitaire, sécurité...
9. Essayer de sortir de la contrainte budgétaire, financière, technologique, par

tous les moyens disponibles : système D, inventivité, réduction des coûts et des personnels improductifs ou sans valeur ajoutée, déconsommation intelligente, utilisation des talents et des énergies humaines, activités individuelles multitâches ou multispécialisées (et non monospécialisées), accepter de sortir de sa zone de confort en acceptant des efforts supplémentaires sous condition de motivation, de contrepartie, de réciprocité...

10. Savoir s'extraire des habitudes conformistes, inhibitrices, confortables, prudentielles, routinières, procédurières, gestionnaires, psychorigides, en osant à la place l'audace, le fait d'oser sortir des chemins tout tracés, la rupture franche, le changement évolutionnaire, la prise de risque maîtrisée, sous condition préalable de bonne information, de discernement, de compétence, de positivité globale, de bon leadership.

11. Favoriser la participation et/ou l'avis d'un maximum de personnes concernées par tel ou tel projet, soit par le vote, d'une programmation clairement définie, d'une feuille de route précise, chiffrée, contrôlée dans le temps.

12. Se garder de toute centralisation des pouvoirs en privilégiant des équipes agiles et autonomes aptes à prendre des décisions opérationnelles tenant compte, à la fois, du meilleur et l'utile existant, ainsi que de la jurisprudence et du droit positif en la matière.

13. S'engager dans des projets ambitieux et non « petits bras » portés par une ambition collective qui ne soit ni prudentielle ni repliée sur elle-même (réformette, mesurette, politique des petits pas, résultat médiocre...), en repoussant sans cesse les limites raisonnables du possible, en refusant la facilité, les postures de confort, la passivité, la lâcheté décisionnelle.

14. Faire en sorte que toutes les mesures prises puissent servir les intérêts à long terme de la collectivité dans une amélioration significative des conditions de vie et non des intérêts particuliers ou, pire encore, une inversion ou une régression sociétale.

15. Arrêter toute action et toute structure technocratique au niveau national, fédératif, international, qui ne remplit pas sa mission de service collectif, de service public, de service aux citoyens, au service de la paix et de la justice, au service de la solidarité, de la défense contre les injustices.

Le véritable enjeu technocratique d'aujourd'hui et demain n'a pas grand-chose à voir avec les attitudes conservatrices, peureuses, lâches, masquées, bureaucratiques, manipulatrices, élitistes, psychorigides, observées dans certains grands corps d'État et fonctions ministérielles, chez certains hauts fonctionnaires et élus politisés qui, en réalité, n'ont pas leur place dans les sociétés modernes face à des citoyens intelligents, compétents et adultes. Le retour ou la constance du bon esprit technocratique est essentiel pour entrevoir une société évolutionnaire, une démocratie avancée, une citoyenneté avancée !

Hub Societhon

Vous avez 5 possibilités pour participer à l'Esprit du Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble. Téléchargement gratuit sur www.bookiner.com

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein de cet Hastag sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établirons gratuitement dans cet Hastag et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens. Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com

4. Traduire et diffuser les contenus à l'international ou dans un pays précis en devenant partenaire, coéditeur, diffuseur. Que vous soyez étudiant(e) dans une langue étrangère, traducteur indépendant, éditeur, galerie d'art, fondation, association ou société intéressée par la diffusion du livre « l'Esprit du Societhon », les autres livres et contenus monthomiens ou encore par les œuvres authoristes, les tableaux, les microtoiles réalisées pour chaque Hastag, n'hésitez pas à prendre contact avec nous de manière confidentielle. Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com

5. Manifester votre adhésion forte à l'Esprit du Societhon en faisant l'acquisition de cette microtoile (ou des autres) au format 120x90cm signée de la main de Monthome avec la mention de votre nom, prénom et date d'achat au verso. Vous disposez parallèlement d'un droit de reproduction numérique pour tout usage non commercial, ainsi que la mention définitive de votre nom et prénom (en tant que mécène) dans tout Hastag concerné. En tant qu'acteur ou actrice engagé(e) du « Livre du Siècle », vous pouvez ainsi laisser une trace durable dans l'histoire en rendant fières les générations familiales à venir. Voir offre sur www.societhon.com